

LA VÉRITÉ

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)



SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

REDACTION ADMINISTRATION :
5, Rue de Charonne, PARIS (XI^e). Tél.: ROQ. 69-52

ABONNEMENTS: 1 an: 1.200 F; 6 mois: 600 F; 3 mois: 350 F
Etranger: 1 an: 1.500 F
C.C.P. Société de Presse, Edition et Librairie 6032-01 Paris

17 Mai :
Nouvelle
audience
du procès
des tortures

Par l'action directe, ils veulent imposer la guerre
Par l'action directe, nous pouvons imposer la paix
et sauver nos libertés !
Plus un sou, plus un homme
pour la guerre de Massu !

A INSI, les milliardaires d'Alger, s'appuyant sur une fraction fanatisée des Européens, prétendent imposer leur volonté de guerre totale à la nation française qui, dans son immense majorité, veut la paix. Un général de soudards « prend le pouvoir » à Alger, et prétend, de là, dicter ses volontés à la France entière. Et le chef du gouvernement « légal », « investi de la confiance du parlement », « dans le cadre de la légalité républicaine », M. PFIMLIN, qui n'est pourtant pas à portée de tomate des manifestants d'Alger, parle de « malentendu tragique » !

Ces colons d'Algérie, c'est pourtant la métropole qui les tient à bout de bras — à raison de deux milliards par jour, et des 400.000 jeunes voués à verser leur sang pour les milliards des Borgeaud et des Alain de Sérigny qui mènent le jeu l'bas.

Mais si 10 ou 20.000 colons racistes, en descendant la rue, peuvent faire la loi, que ne pourraient faire les millions et millions de travailleurs qui veulent la paix ?

Au coup de force de Massu, la réponse des organisations ouvrières aurait dû être la proclamation de la grève générale, la convocation immédiate d'une manifestation de masse de la population parisienne. Et l'influence des ultras aurait été balayée comme un fétu de paille, les négociations se seraient engagées

R. MONGE
(suite page 2)

RIEN N'EST REGLE

A PRES s'être étirée, s'être enlisée dans des méandres, la crise ministérielle semble arriver à son terme, le M.R.P. Pflimlin a constitué son gouvernement et tentera d'obtenir l'investiture (au moment où nous écrivons, nous ignorons le résultat du vote). Mais la crise politique française, elle, va connaître de nombreux rebondissements.

Pleven, en dépit de ses efforts et de sa constance, n'avait pu aboutir. Rien pourtant ne semblait devoir l'arrêter : la défection des socialistes ne l'avait pas empêché de persévérer, et il semblait bien qu'il vaincrait, par l'usure, toutes les difficultés. Mais, au dernier moment, il lui fallut renoncer.

Pour s'assurer le concours de la droite, Pleven tenait à donner le ministère de la défense nationale à André Morice, l'homme dont la vie semble vouée aux fortifications, et que les « ultras » apprécient à sa juste valeur. Morice est un transfuge du Parti radical. Les radicaux valaisiens (c'est-à-dire le groupe qui va de Mendès à Bourges-Maunoury en passant par Gaillard) opposèrent leur veto : « Si vous prenez Morice, nous ne marchons plus ». Du coup, les

socialistes qui jusque-là promettaient à Pleven un soutien sans réserve, s'inquiétèrent et le firent savoir... Pleven ne savait plus que faire : il ne pouvait se passer ni des radicaux, ni des indépendants, mais il ne pouvait non plus satisfaire aux exigences des deux !

Cet épisode n'est pas qu'une sordide histoire de portefeuille, un amusant exemple de l'incohérence du parlementarisme, il reflète les véritables problèmes politiques qui étaient à l'origine de la crise ministérielle.

C'est en définitive parce que sa politique menait inévitablement à la négociation, sous la pression des Américains, que le gouvernement Gaillard est tombé. Mais cette ruade de la droite ne réglait rien. Il n'y avait en fait pas d'autre politique possible, et le gouvernement que tentait de constituer Pleven était aussi un gouvernement dont l'objectif aurait été de mettre fin à la guerre d'Algérie. Stimulée par les « ultras » d'Alger, par les politiciens qui ont joué leur carrière, et qui, dans cette affaire, cherchent le pouvoir, toute une fraction de la bourgeoisie se refuse encore à envisager un compromis en Algérie. C'est cette insoluble contradiction qui s'est exprimée dans l'épisode Pleven.

Il fallait pourtant en sortir, à moins de passer de la crise parlementaire à une véritable crise de régime. Il semble bien

F. FORGUE.
(suite page 2)

U NE des caractéristiques essentielles du régime bourgeois de la IV^e République est la lâcheté.

Cette lâcheté, qui est un fait de gouvernement, marque toutes les couches dirigeantes de la société. Mais elle ne s'arrête pas à elles. Elle pénètre tous les milieux, journaux, littéraires, artistiques. Les grandes organisations ouvrières syndicales et politiques n'en sont pas non plus exemptes.

C'est une lâcheté de fait qui se couvre d'un bord comme de l'autre du manteau de la rigueur, de la vigueur et de l'audace.

Voyez le livre « La question » d'Henry Alleg. Après deux mois de vente libre, le livre est interdit, saisi. Mais ce livre est une terrible accusation, citant des noms, des faits, des dates, des lieux. Les pouvoirs publics et le gouvernement n'ont pas le courage de permettre la vente libre de ce livre, mais ils ont encore moins le courage de confondre leur accusateur et tenter de justifier leur « vérité ».

Voyez le rapport de la commission dite de sauvegarde des droits et des libertés individuelles en Algérie. L'opinion française a eu connaissance du rapport de synthèse de cette commission, rapport contenu d'ailleurs, par la vertu d'une « indiscretion ». La formule est à retenir. Mais les rapports annexes ? Ceux, précisément, qui contiennent des faits précis, dévoilant le mécanisme des tortures, illégalités et exactions de tous ordres, aucun des dix commissaires de la commission de sauvegarde, etc..., n'a eu le courage, ou « l'indiscretion » d'en révéler la teneur. Certains d'entre ces commissaires n'ont eu que le courage de démissionner. Mais cela s'est arrêté là.

Voyez le Parti Communiste Français, sa lutte VERBALE contre la guerre d'Algérie n'a jamais été aussi importante. Mais il n'a pas fait en quatre ans contre cette guerre le centième de ce qu'un autre Parti Communiste fit, en deux ans, en luttant contre la guerre du Rif en 1925.

Voyez le Parti Socialiste... Nous pourrions ainsi multiplier les exemples à l'infini.

Mais il en est un entre tous que nous voulons révéler, car il va trouver sa concrétisation, le samedi 17 mai 1958, à 13 heures, à la XVI^e chambre du tribunal correctionnel de Paris.

Cet exemple est celui du procès intenté par le ministère public contre « La Vérité » sur les tortures en Algérie.

Les choses sont d'une clarté aveuglante. Notre journal a cité des faits, des noms, des lieux, concernant les tortures en Algérie. Il s'est engagé à faire la preuve de ce qu'il avait écrit. Le ministère public a prétendu défendre la thèse inverse, contre-

Daniel RENARD.
(Suite page 4)

VENDREDI 30 MAI à 21 heures
SALLE DES SOCIÉTÉS SAVANTES

MEETING
POUR LA LIBÉRATION
D'HENRI GENESTE

LA GREVE DES BUS DE LONDRES

DEPUIS le 5 mai, le trafic des autobus de Londres et de sa banlieue est paralysé par la grève. Les cinquante mille grévistes supportent vaillamment tout le poids de l'offensive du patronat et du gouvernement conservateur Mac Millan.

La bourgeoisie est pleinement consciente de l'enjeu de la lutte, à laquelle le gouvernement s'est préparé depuis des mois. « Le gouvernement sait », écrit le « Times » du lundi 5 mai, « que cette grève est la première épreuve sérieuse pour la politique économique qu'il a entreprise depuis l'automne dernier. Tout manque de fermeté, tout recul devant les conséquences de cette politique n'ouvrirait pas seulement les portes toutes grandes à une vague de revendications de salaires dans toutes les corporations... mais porterait un coup sévère au prestige du gouvernement. Il est important pour le gouvernement que la grève des bus reste isolée du conflit sur le salaire des cheminots, mais on ne peut être sûr encore qu'il y parvienne. »

La politique économique du gouvernement, elle, consiste à maintenir les salaires bloqués pendant que les prix montent depuis un an pendant que la loi sur les loyers, votée par la majorité conservatrice du parlement, en organise l'augmentation massive; elle prétend faire payer aux travailleurs le prix de la lutte désespérée que mène la bourgeoisie anglaise pour rétablir l'équilibre de sa balance commerciale, pour lutter sur le marché mondial contre des concurrents américains et allemands irrémédiablement plus puissants; aussi bien, le gouvernement espère-t-il porter un coup décisif à la classe ouvrière en isolant la grève des bus de Londres, qu'il a délibérément provoquée, car, après neuf mois de vaines négociations, la direc-

tion des transports londoniens a offert aux travailleurs, qui réclamaient 25 shillings d'augmentation, une majoration de salaire de 8 shillings 6 pence par semaine, et cela, seulement pour les machinistes et receveurs du centre de Londres, à l'exclusion de leurs camarades de banlieue, des dépôts, etc.

La manœuvre de division était claire, et les travailleurs des autobus ont répondu par la grève — leur première grève « officielle » depuis 1937 —, c'est-à-dire que cette grève à l'appui de la direction de leur syndicat, le Transport and General Workers' Union (T.G.W.U.), le plus puissant syndicat anglais, dont le secrétaire est Frank Cousins, qui a appelé les grévistes à rester « fermes jusqu'à la fin », en soulignant que « leurs revendications sont incontestables », et « qu'un principe fondamental est mis en cause par les propositions du tribunal d'arbitrage, tendant à accroître les différences de salaires entre les services du centre de Londres et ceux de l'extérieur ».

La situation est donc claire; elle permet à un homme comme Alfred Robins, qui est bien loin d'être à gauche dans le mouvement travailliste, de dire : « Ceci est le commencement. Si le puissant Transport and General Workers' Union est battu, ce sera ensuite le tour des cheminots, et après, qui peut savoir ? J'ai dit plus d'une fois depuis un an que la politique de ce gouvernement conduisait à ce qui pourrait bien être le plus grand conflit industriel auquel on ait assisté depuis avant la guerre; je crois que ce conflit a commen-

C'est pourquoi la question décisive est celle de l'élargissement de la grève; c'est sur ce point que les révolutionnaires

groupés autour de « The Newsletter », édité par Peter Fryer (1) font porter leur effort. « The Newsletter » édite un « Bulletin de la grève », rédigé par des travailleurs des autobus et des cheminots de la base, et qui publie notamment de vibrants appels de militants du syndicat des cheminots à se joindre immédiatement à la grève. Les cheminots, eux aussi, sont engagés depuis longtemps dans des négociations pour leurs salaires. Le gouvernement, qui refusait jusqu'à présent toute augmentation, vient de leur offrir 3 % à partir du 1^{er} juillet, alors que leur syndicat réclame 6 % avec effet immédiat. Le gouvernement espère visiblement que les dirigeants du syndicat continueront à négocier, laissant les grévistes des autobus dans l'isolement.

Les dirigeants des Trade Unions sont visiblement effrayés par la perspective de l'épreuve de force générale. « Ce n'est pas au gouvernement que nous en avons », a déclaré Frank Cousins. La bourgeoisie, elle, comprend autrement plus clairement l'enjeu de la lutte, comme le montrent les lignes extraites du « Times » que nous avons citées plus haut. Nombreux sont les travailleurs qui en ont aussi conscience, comme en témoignent les nombreuses résolutions de solidarité que publie le « Bulletin de la grève », émanant de sections du syndicat des métallurgistes, de Bert Aylward, l'un des secrétaires du « Syndicat bleu » des dockers, de diverses sections locales du Labour Party, etc.

La conclusion est tirée par « The Newsletter » en ces termes :

« Soutenez les travailleurs des bus ! Cet appel doit résonner à travers le Labour Party et les syndicats. Les résolutions de soutien et les souscriptions pour l'aide aux grévistes doivent s'accumuler. Des conférences extraordinaires doivent se tenir localement et nationalement, pour organiser la solidarité et mettre sur pied des conseils d'action. « Soutenez les travailleurs des bus ! Chaque section du mouvement ouvrier doit être mobilisée dans une campagne puissante, systématique et infatigable pour appuyer la grève jusqu'à la victoire totale. Le Trades' Union Congress (2) doit être bombardé avec cette question : Que faites-vous pour aider les travailleurs des bus ? Le groupe parlementaire travailliste doit harasser le gouvernement en paralyisant l'activité parlementaire jusqu'à ce que la grève soit victorieuse et le gouvernement balayé.

« La lutte de classes a débouché, de façon brusque et dramatique, sur une vaste arène, et nous ne devons pas perdre un instant pour tirer les conclusions de ces journées où les travailleurs apprennent à distinguer leurs amis de leurs ennemis; ni pour saisir les riches perspectives qui s'ouvrent actuellement d'amples changements politiques. La classe ouvrière anglaise s'est débarrassée d'Eden, l'extension la plus grande et la coordination d'en bas du mouvement, la détermination des travailleurs des bus et des cheminots de ne pas céder, peuvent maintenant balayer le gouvernement conservateur tout entier. Il n'y a pas une minute à perdre. »

(1) « The Newsletter » vient de célébrer son premier anniversaire, publiant notamment des messages de salutations de Michael Foot, directeur de « Tribune » et du grand romancier américain Howard Fast, qui a rompu avec le stalinisme il y a deux ans.

(2) La centrale syndicale anglaise.

UN CRIME CONTRE LA REVOLUTION ALGERIENNE

TROIS soldats français, appelés ou rappelés, prisonniers du F.L.N., ont été fusillés par mesure de représailles à la suite des récentes guillotinades d'Alger.

Ceux qui comptent parmi les responsables directs de leur mort, les partisans de la guerre contre le peuple algérien, les « ultras » versent maintenant des larmes sur eux, s'indignent et, après les avoir sacrifiés à leur politique, cherchent encore à exploiter leurs cadavres. Une campagne chauvine et raciste se déchaîne. Nous disons bien sacrifiés, car si le gouvernement français avait accepté de considérer comme des belligérants ceux qu'il s'obstine à baptiser rebelles, s'il avait de son côté appliqué les lois de la guerre, la situation des prisonniers aurait sans doute pu être garantie. Les hypocrites lamentations des bourreaux du peuple algérien ne nous émeuvent guère.

Mais le sort tragique fait à trois jeunes soldats du contingent nous émeut profondément. Les accusations portées contre eux pour justifier leur exécution nous paraissent assez incroyables, car, si elles étaient fondées, eut-on attendu 18 mois pour faire justice ? Non, la vé-

rité c'est que le F.L.N. a pris au hasard trois prisonniers français qu'il a fusillés comme otages.

Comme révolutionnaires engagés dans la bataille pour le droit du peuple algérien à disposer de lui-même, comme communistes nous condamnons cet acte. Non seulement parce que, comme beaucoup de crimes, il est aussi une faute, et cela, du strict point de vue du F.L.N., car il ne peut que le discréditer auprès de l'opinion publique mondiale et il est certain que, loin d'empêcher l'exécution des résistants algériens, il la facilitera.

Mais nous le condamnons d'abord pour des raisons de principe. Il n'est pas vrai que tous les « moyens soient bons ». Une fin révolutionnaire exige l'emploi de certains moyens, révolutionnaires eux aussi. Une guerre révolutionnaire exige une stratégie révolutionnaire qui voit en celui « d'en face » un allié potentiel, qui fait appel à la fraternisation.

Plus précisément, ce n'est pas par la seule force des armes, mais par la liaison entre les masses travailleuses françaises et le peuple algérien que ce dernier peut remporter la victoire totale. Tout faire pour assurer, contre la politique des grandes organisations ouvrières, cette indispensable jonction, telle doit être la politique des véritables révolutionnaires algériens et français. C'est politiquement que nous jugeons l'exécution des prisonniers français. La politique qui a inspiré cette exécution considère en bloc le peuple français comme complice de son impérialisme, pour elle, tous les Français sont des colonialistes, les classes sociales n'existent pas. Cette politique vise à creuser un fossé entre les travailleurs français et le peuple algérien. Elle rejoint ainsi la politique des organisations traditionnelles françaises, elle rend service à l'impérialisme français.

C'est en dépit de cette politique, contre ceux qui en sont les artisans que se fera, malgré tout, l'unité nécessaire du peuple algérien et des travailleurs français dans la lutte contre leur ennemi commun : l'impérialisme.

« V ».



LA GREVE GENERALE DES BANQUES DE JUILLET 1957

(Numéro spécial de « L'Unité Syndicale »)
 Une brochure, franco de port : 80 francs.
 Par 10 : 60 francs.
 Par 100 : 50 francs.
 Paiement au C.C.P. S.P.E.L. 6032-01 Paris

Action directe !

(suite de la première page)

sans délai avec les représentants authentiques du peuple algérien.

Car en France la « menace fasciste » n'a aucune consistance ! Les mille manifestants rassemblés à grand-peine sur les Champs-Élysées en témoignent assez.

Et Massu ne rêve même pas de marcher sur Paris. Ce qu'il veut, ce que veulent les colons milliardaires qui le poussent en avant, c'est s'opposer à toute velléité de négociation, c'est imposer la continuation, l'extension de la guerre !

Ce n'est pourtant malheureusement pas la voie de l'action directe qu'ont choisie le P.S. et le P.C.F. Ils ne voient que par le parlement, dont la clique Massu vient pourtant de démontrer, d'une manière éclatante, l'impuissance totale.

Thorez-Duclos se sont abstenus sur l'investiture de Pflimlin (ils auraient voté pour s'ils n'avaient pas craint de se gêner), alors que celui-ci, reculant devant le chantage ultra, jurait d'intensifier la guerre ! Et le P.C.F. se garde bien de lancer aucun mot d'ordre d'action concret, qui puisse cristalliser la volonté des masses ouvrières.

Pourtant, la bourgeoisie voit le péril. Elle supplie Massu et sa clique d'être raisonnable « Le dernier mot ne saurait appartenir à la rue », écrit Robert Bony dans « l'Aurore » Car qui peut dire à qui la rue, finalement, appartient ? »

Oui, si les travailleurs descendent à leur tour dans la rue, c'est à eux, sans conteste, qu'elle appartiendra. C'est bien cela que redoute Bony. Car ce jour-là, c'est le peuple, et non plus les milliardaires d'Alger, qui fera la loi. Et le peuple ne veut plus que les milliards s'engouffrent et que ses enfants succombent pour maintenir à Alger le régime des milliardaires et de leurs soudards.

ESPAGNE :

ÉCHEC DE LA «RECONCILIATION NATIONALE»

LARGEMENT préparée, après un effort qui aurait été mieux employé pour la cause révolutionnaire, la journée de « réconciliation nationale » préconisée par le Parti stalinien espagnol, qui devait être un test, n'a eu qu'un succès minime, et à vrai dire sans importance, si l'on le compare aux grèves spontanées d'il y a un mois (1).

La propagande avait été particulièrement intense à Madrid, ce qui est de la part du P.C.E., le signe, à la fois de sa faiblesse auprès du prolétariat espagnol, et de l'impossibilité dans laquelle il se trouve de développer une politique révolutionnaire appuyée sur les bases de la réalité espagnole.

Des nouvelles fraîches, venant directement de Madrid, nous disent que la plus grande partie de la population a ignoré qu'il se passait quelque chose ce jour-là. A partir de onze heures, les trams circulaient à plein. Le boycott n'aurait affecté d'ailleurs nullement le métré, et beaucoup moins encore les spectacles. En ce qui concerne le reste de l'Espagne, absolument personne ne suivit les consignes stalinienne.

Mais, devant cet échec, et les conséquences que tout de même l'action de propagande entraîne déjà, puisque le Gouvernement vient de renforcer les mesures répressives, on se demande à bon droit si cette action était vraiment nécessaire aux intérêts du prolétariat, immédiatement après les victoires remportées par celui-ci en avril. En effet, le prolétariat avait donné le signe le plus évident de son réel révolutionnaire. Il s'attaquait directement aux formes les plus solides du régime et, d'une façon générale, sans faire des « distinguos ». Maintenant, voici que le P.C.E. entre dans la vie politique espagnole, en préconisant une politique qui ne peut que repousser le prolétariat. Une politique tout exprès pour plaire aux phalangistes, qui devraient déjà être en train de faire leurs valises puisque le bateau coule. Il est certain que, parmi les plus nouvelles « acquisitions » du P.C.E. figurent bon nombre de petits intellectuels phalangistes, mais cela s'est vu aussi en Italie où les rats qui désertaient le Fascio trouvaient parfois bon accueil chez Togliatti.

En fait, le journal le plus haï de la classe ouvrière espagnole, le fatidique « Arriba », organe officiel de la Phalange, publiait récemment une reproduction du numéro du « Mundo Obrero » que nous citions la semaine dernière, et, quelques jours plus tard, un éditorial presque élogieux pour Pasionaria. C'était un spectacle curieux de voir, dans les colonnes qui s'ouvrent sous le signe du joug et des flièches, s'élever la faucille et le marteau.

Dans le journal du fascisme, dans l'organe du stalinisme José Antonio, on pouvait lire des paroles de compréhension à l'égard de la politique VRAIMENT révisionniste du P.C.E. Mais, dans le cadre de la « réconciliation nationale », ceci n'est que la première des grosses surprises qui nous attendent.

Et que dire, devant tout cela, de l'attitude de la presse dite de gauche, en France ? « L'Express », qui n'eut pas un mot pour le grand mouvement de grèves d'avril, salua maintenant, avec une page entière, cette ridicule « journée de réconciliation ». La semaine dernière, ce journal faisait avec joie le point des possibilités monarchistes... « France-Observateur » paraît dénoté, comme ne sachant plus à quoi s'en tenir. Ne pouvant pas affirmer le succès de la « réconciliation nationale », il parle de confu-

sion nationale, et se lave les mains.

Heureusement, la classe ouvrière espagnole, elle, a bonne mémoire. En dépit de tout l'appareil de propagande déployé par le P.C.E., elle a indiqué clairement, par le mouvement de grèves d'avril, et par les programmes politiques élaborés par des ouvriers et des étudiants de l'intérieur, qu'elle veut passer à des mesures révolutionnaires, et à la structuration d'une Espagne socialiste, et qu'elle n'a pas peur des sacrifices pour réaliser ces possibilités. Elle est prête à la lutte, mais pas à l'acceptation de mots d'ordre contre la lutte de classes, pas à passer de nouveau la main aux forces pourries, mais toujours sur pied, de la réaction espagnole.

Jean PUEBLO.

(1) Voir « La Vérité », n° 500. On sait que le P.C.E. préconise l'union avec les monarchistes et les « bons » phalangistes eux-mêmes !

ETATS-UNIS

Signes avant-coureurs d'une radicalisation des masses

LES facteurs intérieurs et extérieurs nés de la crise mondiale du capitalisme commencent à remettre en question l'équilibre social aux Etats-Unis. Les échecs essayés par la politique étrangère de l'impérialisme américain ont compliqué les problèmes de sa domination aux Etats-Unis même. L'activité de l'économie nationale est en recul, la troisième récession depuis la fin de la guerre, et la plus profonde, est en

plein développement, provoquant un vif sentiment d'insécurité chez les ouvriers (1).

Les efforts du gouvernement capitaliste pour imposer dans une pareille situation son contrôle direct aux syndicats ne manquent pas d'approfondir les oppositions de classe. Dans cette situation, le peuple noir mène une lutte déterminée pour l'égalité des droits et, ce faisant, ajoute encore aux tensions sociales.

Ces éléments objectifs coïncident avec la crise mondiale du stalinisme, qui a porté un coup mortel au Parti Communiste Américain. Ainsi, une période riche en nouvelles possibilités s'ouvre pour les révolutionnaires américains. Ils pourront gagner à eux des transfuges du P.C. en quête d'une véritable orientation marxiste-léniniste. Dans les syndicats des progrès dans l'organisation d'une aile gauche pourront être faits à travers l'intensification graduelle de la lutte de classes.

Il ne s'en suit pas, pourtant, que les ouvriers américains vont immédiatement connaître une période de radicalisation. Les conditions ne sont pas encore mûres pour une rupture d'ensemble avec la politique de collaboration de classe à travers des luttes ouvrières d'une grande ampleur. Les ouvriers ont encore à apprendre qu'aucun de leurs grands problèmes ne saurait être résolu par des réformes du système capitaliste. Bien qu'ils commencent à craindre le futur, les travailleurs américains

espèrent encore qu'une solution pourra être trouvée dans le cadre du régime actuel.

Les Syndicats demeurent dominés par un écrasant appareil bureaucratique, partisan résolu d'une politique de collaboration de classe totale. La bureaucratie, par une habile et gigantesque entreprise de démagogie sociale, aide puissamment à désorienter politiquement les ouvriers. Là où la démagogie ne suffit plus, ces bureaucrates dictatoriaux ont recours à la répression à l'intérieur des Syndicats pour y juler toute opposition. La résistance au régime bureaucratique à l'intérieur des Syndicats grandit d'ailleurs actuellement, mais l'établissement d'une véritable démocratie dans les Syndicats dépend en dernière analyse du passage sur des positions de lutte de classe des masses ouvrières rompant avec la politique de collaboration de classe.

La question des questions pour le mouvement ouvrier américain est celle de la rupture avec la politique

bourgeoise. Parmi ceux qui essaient de l'empêcher de franchir ce pas décisif, se trouvent les staliniens et les sociaux-démocrates, qui soutiennent les efforts des dirigeants syndicaux tendant à garder les ouvriers liés au Parti Démocrate. En dépit de tous ces dirigeants corrompus ou traitres, la situation pousse irrésistiblement vers un bond en avant de larges masses sur la route de l'activité politique indépendante. La collaboration de classe dans le domaine politique est ébranlée à chaque choc social, et à chaque fois plus profondément. Le capitalisme fait aux ouvriers des concessions de plus en plus restrictives, en même temps qu'il cherche à leur arracher de plus en plus.

Les tensions sociales grandissent progressivement, et annoncent une explosion sociale. Quand la prochaine vague de luttes viendra, elle ne passera pas seulement par le canal syndical. La force du mouvement ouvrier se traduira aussi dans le domaine politique par l'apparition d'une activité politique ouvrière indépendante.

Les syndicats prenant la tête du mouvement, le peuple noir, les paysans pauvres se joindront au mouvement ouvrier dans le cadre d'une nouvelle alliance politique. Alors la situation sociale en Amérique connaîtra un changement qualitatif, la lutte de la classe ouvrière aura fait

(1) Voir le n° 500 de « La Vérité ».

(suite page 4)

GOMULKA ET LA CONTRE-REVOLUTION

LES menaces dont La Vérité avait fait état, et qui se dessinaient contre la rédaction du journal des écrivains polonais Nowa Kultura, se sont concrétisées par l'expulsion de neuf membres du Comité de rédaction de cet hebdomadaire. Dans la période qui précéda octobre, Nowa Kultura, avec Po Prostu, le journal des étudiants, avait été à l'avant-garde de la lutte idéologique contre la bureaucratie. C'est dans ses colonnes que Kolakowski, Toeplitz et les autres jeunes intellectuels avaient ébauché le programme révolutionnaire dont les masses allaient s'em-

parer en octobre. Son rédacteur en chef Viktor Woroszycki, après avoir exprimé dans le poème : « Questions d'un homme du Parti » le déchément des militants communistes après les révélations sur les crimes de Staline, avait publié un remarquable reportage sur les événements de Poznan. Envoyé spécial du journal en Hongrie, il en avait rapporté un bouleversant témoignage sur la Révolution Hongroise dont la traduction a paru en français dans le premier numéro de janvier 1957 de France-Observateur.

Plus prudents que ceux de Po Prostu, les rédacteurs de Nowa Kultura ont accepté avec une apparente docilité les consignes de l'appareil et les injonctions de la censure. Leur journal était devenu beaucoup plus terne et souvent conformiste. Woroszycki, cible de plusieurs attaques publiques de Gomulka, avait dû abandonner pourtant son poste de rédacteur en chef. Ces concessions n'étaient pas encore suffisantes. Les mesures prises aujourd'hui équivalent à la suppression complète de Nowa Kultura. La réorganisation de sa rédaction a été en effet confiée à l'un des rares intellectuels polonais qui jouisse apparemment de la confiance totale de Gomulka, Zolkiewski. Jouissant d'une réputation de communiste « libéral ». C'est lui qui, en Octobre 57, avait annoncé aux étudiants qui manifestaient contre l'interdiction de Po Prostu qu'il était prêt, en tant que Ministre de l'Enseignement Supérieur, à recevoir une délégation. On se souvient comment les membres de cette délégation émue sur la proposition du ministre furent arrêtés et inculpés. Ainsi désavoué et bafoué, le ministre « libéral » conserva pourtant ses

fonctions sans protester... Il avait donné dans ces circonstances la mesure de son « libéralisme » et de son courage politique : il ne sera, à la tête de la nouvelle rédaction, qu'un docile instrument de l'appareil.

La disparition de la dernière équipe de journalistes révolutionnaires inspirateurs de l'Octobre Polonais coïncide avec la tournée de Gomulka dans les pays satellites. Au moment où l'appareil fait taire la voix de Woroszycki qui avait témoigné aux yeux de milliers de militants communistes du caractère ouvrier et socialiste de la Révolution Hongroise, Gomulka déclare à Budapest que l'intervention russe contre ce qu'il appelle la « contre-révolution hongroise » était « correcte et nécessaire ». En Novembre 56, il avait dû invoquer le « réalisme politique » et la « raison d'Etat », jeter dans la balance sa réputation de vieux luthier antistalinien, de « dirigeant d'Octobre » pour justifier aux yeux des masses polonaises mobilisées son silence devant le crime perpétré par la bureaucratie contre les travailleurs hongrois. Aujourd'hui, alors qu'il

a lui-même liquidé les derniers vestiges des conquêtes d'Octobre, détruit la démocratie ouvrière des Conseils, muselé la presse révolutionnaire, il s'allie derrière la bureaucratie contre-révolutionnaire. En Novembre 56, le communiste Roman Zimand pouvait encore écrire dans Po Prostu : « l'attitude adoptée à l'égard de la tragédie hongroise n'est pas tout simplement « un » problème, mais la question-clé pour le mouvement ouvrier international ». Aujourd'hui, Gomulka a fait taire Zimand, car il a fait son choix dans cette question-clé : il s'est rangé dans le camp de l'appareil, dans le camp de la contre-révolution. Et nous attendons avec curiosité que se manifestent ses inconditionnels défenseurs, M. K. S. Karol de L'Express ou bien encore ce M. Péju des Temps Modernes pour qui La Vérité « ne savait pas ce dont elle parlait » au moment où elle voyait dans la suppression de la très anodine revue littéraire Europa l'annonce de l'adoption définitive de la ligne contre-révolutionnaire qu'affichait aujourd'hui son ami Gomulka.

Pierre Brabant.

Lettre d'Alger

« UN FAIT COMME IL S'EN PASSE ICI TOUS LES JOURS. »

Alger, le 5 Mai.

Monsieur le Directeur,

Pourriez-vous porter à la connaissance de vos lecteurs un fait comme, malheureusement, il s'en passe ici tous les jours ?

Le jeune CHOUIKHI Ahmed, âgé de 24 ans, travaillait à la maison Renault, rue Sadi-Carnot, à Alger — son père est garde champêtre de la ville d'Alger.

Le 20 mars 1958, le jeune ouvrier eut une discussion avec le contremaître de la maison, à la suite de laquelle il eut deux jours de mise à pied.

Il ne tint pas compte de cette sanction, et il se présenta au travail comme d'habitude.

Le grand monsieur, qui est encore chef « territorial », voyant ses ordres non exécutés, s'est vengé par un autre moyen plus « juste ». Il a signalé le jeune ouvrier aux « paras », et le 22 mars, ceux-ci vinrent le chercher. Le 24 du même mois, le jeune homme est mort entre leurs mains.

C'est un de ses parents qui vous écrit. (...)

Le gérant : P. LAMBERT

IMPRIMERIE DAVY

53, r. de la Procession - Paris XV

